



LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT MACRON A L'OCCASION DE LA VISITE DU PRÉSIDENT PALESTINIEN

Monsieur le Président,

Les syndicats français de journalistes membres de la FIJ, (600.000 membres, première organisation mondiale de défense des journalistes) souhaitent attirer votre attention à l'occasion de la visite du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas sur la très inquiétante situation de leurs confrères palestiniens.

Les journalistes palestiniens sont en effet victimes d'une incessante répression des autorités israéliennes : arrestation, détention, interdiction de se déplacer et évidemment les tirs meurtriers des forces de sécurité notamment lors des manifestations ces derniers mois à Gaza.

Une nouvelle fois, le 4 septembre dernier, lors d'une manifestation contre l'installation d'une colonie de peuplement israélienne, plusieurs de nos confrères qui couvraient cet événement ont été blessés par des tirs de l'armée dans le village de Ras Karkar près de Ramallah.

Face à cette manifestation pacifique, « les soldats ont utilisé des grenades assourdissantes, des gaz lacrymogènes et ont tiré des balles en caoutchouc », selon le syndicat des journalistes palestiniens (PJS).

« Les forces de sécurité ont intentionnellement visé les journalistes qui, pourtant, étaient porteurs de signes les identifiant », s'est indigné le syndicat des journalistes palestiniens.

Parmi les victimes figurent notamment : Abbas Momani, photographe de l'AFP, tout comme son confrère d'AP Iyad Hamad et Esam Al-Rimawi photographe du quotidien panarabe Al-Hyat, mais aussi le journaliste de l'AFP Joseph Dyke.

Le même jour, un journaliste de la TV palestinienne Ali Dar Ali, arrêté le 15 août, était déféré devant un tribunal militaire et maintenu en détention. Il est accusé d'incitation à la violence contre l'armée pour avoir posté sur les réseaux sociaux l'information concernant une opération contre le camp de réfugiés d'Al-Amari.

Au printemps dernier déjà, les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT et CFDJ Journalistes) avaient saisi l'ambassade d'Israël en France après l'assassinat de deux journalistes à Gaza et où 13 d'entre eux ont été blessés dans une seconde opération sous les balles des snippers. Aucune réponse de cette dernière.

La répression à Gaza contre la population civile – qui manifeste pour le droit au retour des réfugiés – avait fait plus de 100 morts et quelque 8000 blessés par des tirs à balles réelles. Parmi les victimes figurent des enfants, des jeunes et des secouristes.

Aujourd'hui, nos syndicats, solidaires du PJS, appellent à faire respecter le droit international et la liberté de la presse en dénonçant « la guerre ouverte menée contre les journalistes palestiniens » par le gouvernement israélien.

Nous appelons solennellement la France, Monsieur le Président, à faire pression sur Israël afin que soit respectée la liberté de circuler des journalistes palestiniens, de faire cesser les répressions délibérées qui conduisent nombre de nos confrères à être blessés ou à périr dans l'exercice de leur fonction. Il faut aussi obtenir la libération de nos confrères illégalement détenus.

Dans ce contexte, il nous apparaît essentiel à la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU que la diplomatie française soutienne la campagne pour l'adoption de la « **CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SECURITE ET L'INDEPENDANCE DES JOURNALISTES ET DES AUTRES PROFESSIONNELS DES MEDIAS** », menée par notre Fédération internationale contre l'impunité des auteurs de crimes contre les journalistes partout dans le monde, en Israël comme ailleurs.

En vous remerciant de l'attention portée à notre combat pour nos confrères palestiniens, veuillez, Monsieur le Président, agréer nos meilleures salutations syndicales.

SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes

A Paris, le 21/9/2018